

[Text]

abordé, soit le taux de 9 p. 100. Vous croyez que la population acceptera probablement un taux de 9 p. 100, avec les mêmes exemptions, bien sûr. Je parle en particulier de l'alimentation sur laquelle vous avez insisté. Je suppose aussi que vous acceptez tous les crédits d'impôt. Vous formulez cependant le voeu qu'on abaisse ce taux de 9 p. 100. Je suppose que vous comptez que le gouvernement obtiendra compensation par le biais de l'impôt. Comment aurons-nous cette compensation si nous abaissons ce taux de 9 p. 100? Vous êtes d'accord qu'il y a un manque à gagner. Vous avez parlé d'impôt, je crois. Voulez-vous vous expliquer là-dessus?

Mr. McKichan: We suggested three possible routes for achieving that. The first and most desirable, of course, is achieving the federal-provincial joint collection system, which would save hundreds of thousands of dollars. Second, we hope there is still some scope for expenditure reduction in the government's general expenditures, and we know that is high on the minister's priority list. Third, we acknowledge that there probably would have to be some taxation adjustment elsewhere, and we suggest that the income tax is a natural source for that. But we also suggest—

Mr. Attewell (Markham): May I interrupt? When you say "income tax", do you mean corporate or personal?

Mr. McKichan: I mean personal, because we recognize that corporate taxes have to be competitive with our international trading partners.

Mr. Attewell: You do not think personal taxes have to be competitive?

Mr. McKichan: Not to the same degree. Obviously they do overall in the long term, but when we are dealing with taxes on the individual, it seems to us there is not a great deal of distinction between the taxes you pay through a commodity tax and the taxes you pay on your income, looking at the after-tax position of the individual. But also we would expect that, with the lower rate, more and better economic activity will be generated, so there is likely to be less of a drag on the economy as a whole, and as a result, there should be more commercial activity and more yield from the tax. Some of it you get back, we suggest, just automatically.

M. Côté: Dites-vous que le gouvernement devrait utiliser simultanément ces trois moyens-là pour obtenir cette compensation?

Mr. McKichan: Yes.

M. Côté: Un ou deux de ces moyens? Les trois simultanément?

Mr. McKichan: Whatever is necessary. We have not applied ourselves to the mix or to the priorities, but among that grouping we think they should.

[Translation]

rate. You think that the public will probably accept a 9% GST, with the same exemptions, of course. I am thinking in particular of food here, which you emphasized. I suppose you would also agree to all the tax credits. However, you would like the 9% rate to be lowered. I suppose you expect the government to compensate for that through the income tax system. How will we make up for the shortfall if we lower the rate to 9%? You agree that there is a shortfall. I think you mentioned income tax. Could you please expand on that?

M. McKichan: Nous avons proposé trois options. La première, et la plus désirable, évidemment, serait l'intégration des perceptions fédérales et provinciales, qui permettraient d'épargner des centaines de milliers de dollars. Deuxièmement, nous espérons qu'il reste encore une certaine marge pour la réduction des dépenses générales du gouvernement, et nous savons que c'est là une priorité pour le ministre. Troisièmement, nous reconnaissons qu'il devra sans doute y avoir des ajustements ailleurs dans le régime fiscal et nous vous suggérons de chercher du côté de l'impôt sur le revenu. Cependant, nous vous suggérons aussi. . .

M. Attewell (Markham): Permettez-moi d'interrompre. Quand vous dites «impôt sur le revenu», vous voulez dire le revenu des sociétés ou des particuliers?

M. McKichan: Je parle des particuliers, car nous reconnaissons que l'impôt sur les sociétés doit leur permettre de demeurer concurrentiels sur le marché international.

M. Attewell: Vous ne pensez pas que les impôts sur le revenu des particuliers doivent être concurrentiels?

M. McKichan: Pas au même point. Évidemment, ils doivent l'être dans l'ensemble et à longue échéance, mais lorsque nous parlons d'impôt sur les particuliers, il nous semble qu'il n'y a pas de distinctions importantes à faire entre la taxe sur les produits et services et l'impôt sur le revenu, du point de vue du particulier qui les a payés. Cependant, nous nous attendrions à ce qu'un taux inférieur donne lieu à une expansion et à une amélioration de l'activité économique, et donc que l'incidence négative sur l'économie soit moins prononcée, ce qui aurait pour résultat d'accroître les activités commerciales et, ainsi, le rendement de la taxe. Donc il y en a une certaine partie qui vous revient automatiquement.

Mr. Côté: Are you saying that the government should use all three means of compensating at once?

M. McKichan: Oui.

Mr. Côté: One or two? Or all three at once?

M. McKichan: Ce qu'il faudra. Nous ne nous sommes pas penchés sur les priorités ni la façon de les combiner, mais le gouvernement devrait choisir parmi ces options.